

Objet : Mission de CSPS de niveau 3 pour les travaux de remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment 4 de la DGAC sur l'aéroport de Nantes Atlantique
Réf de la consultation : 2025-SNIA-NAN-007
Code CPV : 71317210-8

LETTRE DE CONSULTATION VALANT RC

Dans le cadre de l'opération de remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment 4 de la DGAC sur l'aéroport de Nantes Atlantique, le Service National d'Ingénierie Aéroportuaire procède à une consultation pour des missions de CSPS de niveau 3. Les prestations seront effectuées sur le site de l'aéroport de Nantes Atlantique.

Les candidats sont invités à adresser leur meilleure offre dans les conditions et formes prévues ci-après :

- Le candidat doit se conformer aux exigences relatives au marché dont le cahier des Clauses Administratives Particuliers valant Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes est joint ;
- Le cadre du cahier des Clauses Administratives Particuliers valant Acte d'Engagement doit être dûment rempli et signé électroniquement ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) doit être dûment remplie.
- Le DUME n'étant pas accepté, le candidat devra joindre un dossier de candidature comprenant :
 - DC1,
 - DC2,
 - RIB,
 - Liste nominative des salariés étrangers ou une attestation sur l'honneur certifiant du non-emploi de salariés étrangers
 - Attestation fiscale < 3 mois
 - Attestation sociale < 6 mois
 - Attestation d'assurance en cours de validité relative aux prestations objet du présent marché,
 - Noms et références des personnes composant l'équipe mise en place par le candidat ;
 - Présentation d'une liste de prestations similaires exécutées au cours des 3 dernières années appuyée d'attestations de bonne exécution (montant, date et lieu d'exécution).
- Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

1 - Prix	60 points
2 - Valeurs techniques	40 points

Conformément aux tableaux ci-après :

1 - Le prix des prestations (Np) – 60 points

Le prix sera comparé sur la base du montant total en lettres en € TTC figurant dans le MAPA sur la base de la formule suivante :

$$Np = 60 \times (P0 / Pi)$$

dans laquelle :

- Np est la note de l'offre considérée et attribuée au critère "Prix". Elle est arrondie à 2 déci-males.
- Pi est le montant de l'offre considérée, exprimée en € TTC ;
- P0 est le montant de l'offre la moins disante exprimée en € TTC.

2 - La valeur technique (Nt) – 40 points

(notée selon les sous-critères ci-dessous et les documents remis par le candidat)

- Références pour des prestations similaires (20 points)
- Expérience du coordinateur (20 points)

- La date et l'heure limites de remise des offres sont fixées au **14 mars 2025 à 12h00** (heure locale du maître d'ouvrage) ;
- Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de cette date limite ;
- Seule une offre dont le prix n'excède pas les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure et répondant techniquement au besoin sera retenue par le maître d'ouvrage
- La remise des offres sera réalisée de façon dématérialisée via la plateforme PLACE sous la référence indiquée supra.
- Seul le dernier pli déposé par le candidat dans les délais précités sera ouvert.
- Conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 à 8 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra recourir à la négociation à la suite de l'examen des offres en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le présent marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Pour toute demande de renseignement, vous pouvez contacter :

Loïc MARTIN-NEDELLEC

SNIA-O Service National d'Ingénierie Aéroportuaire Ouest

06.27.29.20.93

loic.martin@aviation-civile.gouv.fr

snia-nantes-bf@aviation-civile.gouv.fr

Les exigences liées à la signature électronique sont jointes en annexe.

ANNEXE
"MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE"
RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement.

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

* Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://www.lsti-certification.fr>;
- https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl.pdf;

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.